

Phytoprotecteurs : les NODU mis sous pression

Dans un contexte de stagnation de « l'usage » des pesticides (mesuré par le NODU), le ministre de l'Agriculture Marc Fesneau veut mettre la priorité sur la mesure de leur « impact ».

Quelques jours à peine après que le Premier ministre a « mis en pause », jusqu'au Salon de l'agriculture, l'élaboration d'Ecophyto 2030 pour en revoir notamment « les indicateurs » de suivi, le ministre de l'Agriculture était à l'offensive dans les médias.

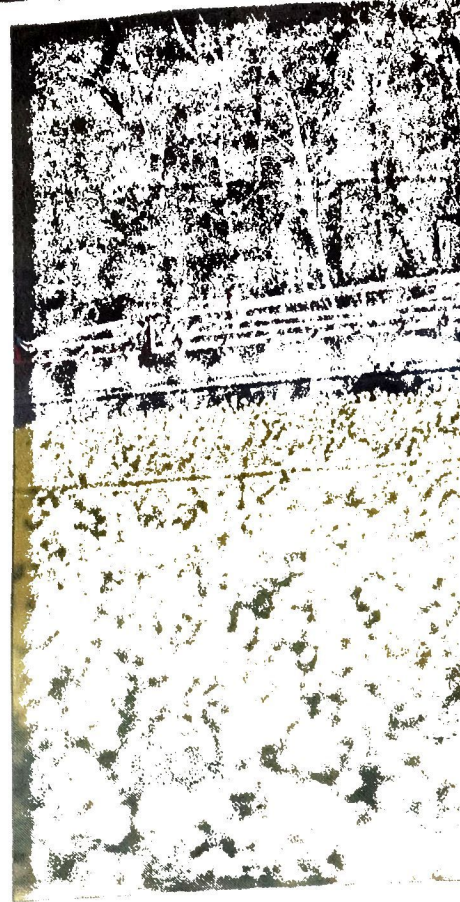
Il souhaite faire avancer une revendication historique du syndicalisme majoritaire : détourner l'objectif d'Ecophyto vers une baisse de « l'impact » des pesticides. Le plan vise actuellement une baisse des « usages », un objectif qui avait été reconduit dans la version d'Ecophyto 2030 soumise à consultation en novembre, mais qui peine à être atteint depuis plus d'une décennie.

Le ministre s'inscrit dans une longue controverse autour de l'action publique en matière de pesticides. Dans ce débat, les fabricants de pesticides sont partisans d'un objectif de « zéro impact », autrement dit « zéro nocivité », tout comme la INSEA. Face à eux, la Confédération paysanne ou encore la FNAB (agriculteurs bio) visent le « zéro usage » des pesticides de synthèse. Les manifestations agricoles ont-elles fait bouger les lignes ? Visiblement oui au cabinet de Marc Fesneau. Dans un entretien accordé à France Culture le 5 février, le ministre s'est dit favorable à ce que le gouvernement mette la « priorité » sur la mesure de « l'impact » des pesticides, penchant du côté du syndicalisme majoritaire. Reste à convaincre Matignon.

Nocivité, harmonisation

Concrètement, les attaques de Marc Fesneau visent l'indicateur historique de suivi d'Ecophyto, le NODU. Avec cet indicateur, souligne le ministre, « Ecophyto ne vient pas pondérer la réduction de la dangerosité du produit. Or, si on est rationnel, scientifique, la priorité, c'est de réduire les produits qui ont le plus d'impact sur la santé ou l'environnement. Or, dans ce dispositif, l'indicateur, si vous faites un passage avec un produit toxique, c'est mieux valorisé que plusieurs qui le sont moins ». Et d'ajouter qu'il faut tendre vers un même indicateur partout en Europe.

Deux arguments à retenir : le premier est celui de l'absence d'indication de nocivité dans le NODU. Il est effectivement calculé sur la seule base des volumes et des doses moyennes appliquées, même si les bilans d'Ecophyto sont déjà assortis de NODU dédiés aux pesticides les plus dangereux (CMR 1 et CMR 2). Le second argument est celui de la stagnation de l'indicateur — qui « décourage » les agriculteurs dans un contexte de



multiplications des interdictions de pesticides, a-t-il ajouté le lendemain lors d'une conférence de presse de présentation du Salon de l'agriculture.

Le premier argument, celui de la nocivité, ne semble pas soulever de contestation. Problème, dans son expression, Marc Fesneau a évoqué l'indicateur HRI 1, calculé à partir des volumes pondérés par des facteurs de risque. Utilisé depuis peu par l'Union européenne, il a baissé de 40 % entre 2009 et 2019, mais fait l'objet de vives attaques. Le deuxième argument est celui d'une stagnation du NODU (- 12 % en dix ans) dans un contexte d'interdictions successives de molécules. « On retrouve effectivement des cas, comme dans la lutte contre les graminées hivernales en céréales, où un retrait d'une molécule et la perte d'efficacité des molécules restantes entraînent, à court terme, l'emploi de plusieurs molécules en substitution, ou une augmentation des doses ou des passages, autrement dit une augmentation du NODU », confirme Rémy Ballot, agronome à l'Inrae. Mais c'est justement ce que doit mesurer le NODU : l'usage et la dépendance de l'agriculture aux pesticides.

Passer par la concertation

Jean-Marc Meynard, chercheur émérite de l'Inrae en agronomie et président du comité scientifique des chambres d'agriculture, propose plusieurs pistes pour les indicateurs : réforme du NODU, pour y intégrer des notions de nocivité, ou bien l'ajout d'un second indicateur dédié à la nocivité. Mais il met en garde contre la tentation de ne pas passer par la concertation : « Si un indicateur controversé est imposé par l'État et l'Europe, on se dirige vers une évolution très négative d'Ecophyto, puisque personne ne sera d'accord sur l'interprétation des chiffres. Chacun fera référence à l'indicateur qu'il préfère, et plus personne ne se parlera. »

Rebond

Pesticides : la fin du conseil stratégique, « pas un refus d'obstacle » pour Windsor

Annoncé le 1^{er} février par Matignon, l'abandon du conseil stratégique sur les phytos (CSP) sous sa forme actuelle n'est « pas un refus d'obstacle sur le sujet phytos, mais le refus d'une complexité dans la façon de le gérer, qui est totalement incompréhensible », a estimé Sébastien Windsor, président de Chambres d'agriculture France, le 7 février. « On ne traitera pas le sujet des phytos par des injonctions et la multiplication

des formations », a-t-il ajouté, tout en critiquant l'articulation entre le CSP et le Certiphyto. Ce dernier doit être renouvelé tous les cinq ans à travers une formation. Pour le décrocher, « il faut avoir fait deux conseils stratégiques séparés d'au moins deux ans », rappelle M. Windsor. Or, « l'État n'a jamais accepté de nous donner les dates de renouvellement du Certiphyto pour que l'on communique auprès des agriculteurs ».

Écophyto ne vient pas pondérer la réduction de la dangerosité du produit

Écophyto : « Construire un consensus sur les indicateurs »

■ **Interview** - Président du comité scientifique des chambres d'agriculture et chercheur de l'Inrae, Jean-Marc Meynard alerte sur la dégradation du dialogue autour de la baisse des pesticides.

Quelle est la place des indicateurs dans les plans Écophyto ?

Jean-Marc Meynard - Les indicateurs sont d'une importance cruciale. Ils sont à la fois ce qui permet à la société de juger de l'efficacité d'un plan, et aux acteurs de vérifier l'efficacité de leurs efforts. Le plan Ecophyto 1 ayant affiché un objectif de réduction de l'usage des pesticides, les principaux indicateurs retenus pour son suivi sont cohérents avec cet objectif : ce sont, au niveau national, la quantité de substances actives (QSA), et le NODU, fondé sur une normalisation des produits commerciaux par leur dose d'homologation.

Faut-il réformer le NODU, ou y ajouter de nouveaux critères ?

J.-M. M. - L'indicateur HRI-1, proposé au niveau européen, n'est pas plus satisfaisant : les masses épandues sont pondérées par un indice de nocivité, mais cette pondération apparaît insuffisante, et fait apparaître, à tort, les produits utilisés en agriculture biologique — en général peu nocifs, mais utilisés à forte masse — comme les plus dangereux. Bref, aucun indicateur disponible aujourd'hui n'est satisfaisant.

Il en résulte que chaque acteur choisit l'indicateur qui l'arrange, pour faire valoir ses arguments : il devient de plus en plus difficile aux non-spécialistes de se faire une idée précise des résultats des plans. Et le dialogue entre les acteurs des mondes agricole et environnemental devient de plus en plus difficile. Or, ce dialogue est essentiel pour que les efforts des uns et des autres soient coordonnés et efficaces.

Il faut prendre le temps de construire un consensus sur les indicateurs d'Écophyto, quitte à créer un nouvel indicateur, ou à distinguer clairement un indicateur de

dépendance, et un indicateur de nocivité. Mettre en avant un nouvel indicateur qui n'aurait pas été discuté, amendé, amélioré, validé par la diversité des acteurs contribuerait à plomber l'action collective, comme le souligne une récente thèse de doctorat financée par le ministère de l'Agriculture.

Comprenez-vous le risque de découragement dont parle Marc Fesneau ?

J.-M. M. - Aujourd'hui, ce sont les techniciens, les chercheurs, les agriculteurs qui travaillent depuis longtemps à la réduction des pesticides, qui sont découragés par le sentiment que le ministère ne soutient plus Ecophyto. Le plan n'est pas parfait, il faut l'améliorer, mais il est impossible de ne pas agir avec volontarisme pour réduire la dépendance aux pesticides et les nuisances qu'ils entraînent, bien démontrées aujourd'hui, sur la santé humaine et les écosystèmes.

Il y a encore des problèmes qui n'ont pas d'autre solution que chimique. Mais il existe de très nombreuses solutions génétiques, agronomiques, ou prophylactiques pour réduire les pesticides, qui sont aujourd'hui validées par la recherche, et employées avec des résultats très satisfaisants par certains agriculteurs. Mais leur déploiement est freiné par un verrouillage des filières.

Que faire pour déverrouiller ces solutions ?

J.-M. M. - La principale erreur des plans Ecophyto qui se sont succédés a été de ne chercher à agir qu'au niveau des agriculteurs et de leurs conseillers, alors que les choix techniques des agriculteurs sont largement dépendants des acteurs d'amont et (surtout) d'aval avec lesquels ils travaillent. En fait, les seules solutions de réduction des pesticides qui sont largement déployées sont celles qui ne gênent pas les filières, comme les outils d'aide à la décision (OAD). Mais les mélanges de variétés de blé, les associations pluri-spécifiques, les itinéraires bas intrants, l'allongement des rotations restent peu pratiqués, car la mise en œuvre de ces solutions obligerait à des changements au niveau des filières.